

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/ZWE/2/Suppl.1
G/SCM/N/1/ZWE/2/Suppl.1
15 novembre 2002
(02-6344)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

ZIMBABWE

Supplément

La Mission permanente du Zimbabwe a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 5 novembre 2002.

Instrument statutaire n° 266 de 2002

[Chapitre 7/96

Règlement de 2002 sur la concurrence (droits antidumping et
droits compensateurs – enquêtes)

TABLE DES MATIÈRES

Première Partie

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article

1. Titre
2. Interprétation

Partie II

DROITS COMPENSATEURS

3. Imposition de droits compensateurs
4. Ouverture de l'enquête
5. Consultations avec les gouvernements étrangers intéressés
6. Durée de l'enquête
7. Détermination préliminaire de l'existence d'une subvention et d'un dommage

8. Mesures provisoires
9. Détermination finale de l'existence d'une subvention et d'un dommage
10. Clôture de l'enquête
11. Suspension de l'enquête
12. Réexamen par le Ministre
13. Révision par le Tribunal administratif

Partie III

DROITS ANTIDUMPING

14. Imposition de droits antidumping
15. Valeur normale
16. Prix à l'exportation
17. Comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation
18. Produits visés provenant d'un pays à économie autre que de marché
19. Ouverture de l'enquête
20. Durée de l'enquête
21. Détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage
22. Mesures provisoires
23. Détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage
24. Clôture de l'enquête
25. Suspension de l'enquête
26. Réexamen par le Ministre
27. Révision par le Tribunal administratif

Partie IV

ADMINISTRATION

28. Questions administratives
29. Délégation

Partie V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

30. Conversion de monnaies
31. Renseignements requis et possibilités de présenter des éléments de preuve
32. Présentation de renseignements confidentiels
33. Directives données par le Ministre
34. Données de fait disponibles
35. Autres pratiques découvertes pendant l'enquête ou le réexamen
36. Déroulement des enquêtes lorsque aucune obligation internationale n'est d'application
37. Transit
38. Interdiction du cumul
39. Obligation au secret
40. Abrogation

Avis est, par les présentes, donné que le Ministre de l'industrie et du commerce international, en vertu de l'article 50 de la Loi n° 7 de 1996 sur la concurrence, a pris le règlement suivant:-

Première Partie

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Titre

1. Le présent règlement peut être cité sous le titre de Règlement de 2002 sur la concurrence (droits antidumping et droits compensateurs – enquêtes).

Interprétation

2. Aux fins du présent règlement,

"Accord sur l'agriculture" s'entend de l'accord de ce nom reproduit dans l'Annexe 1A de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce;

"Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994" s'entend de l'accord de ce nom reproduit dans l'Annexe 1A de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce;

"Accord sur les subventions et les mesures compensatoires" s'entend de l'accord de ce nom reproduit dans l'Annexe 1A de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce;

l'expression "enquête antidumping" s'entend d'une enquête menée par la Commission en vue de déterminer s'il convient d'imposer des droits antidumping en l'espèce;

le terme "Commission" s'entend de la Commission de la concurrence et des tarifs établie en vertu de l'article 4 de la Loi;

le terme "pays" englobe le territoire d'une union douanière;

l'expression "enquête en matière de droits compensateurs" s'entend d'une enquête menée par la Commission en vue de déterminer s'il convient d'imposer des droits compensateurs en l'espèce;

l'expression "branche de production nationale" s'entend:

- a) des producteurs nationaux de produits similaires; ou
- b) des producteurs nationaux dont les productions additionnées de produits similaires constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces marchandises,

mais ne comprend pas, sous réserve de la Partie II, les producteurs nationaux qui sont liés aux exportateurs ou aux importateurs, ou sont eux-mêmes importateurs des produits visés;

l'expression "marge de dumping" s'entend de la différence entre la valeur normale des produits visés et leur prix à l'exportation;

l'expression "prix à l'exportation" s'entend du prix d'exportation des produits visés, tel que déterminé conformément à l'article 16;

l'expression "pays exportateur" s'entend:

- a) du pays d'exportation des produits visés; ou
- b) lorsque les produits visés ne sont pas exportés directement au Zimbabwe mais transitent sans transformation substantielle par un pays intermédiaire, du pays d'origine des produits visés;

l'"Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994" s'entend de l'accord de ce nom dont les parties sont reproduites dans l'Annexe 1A de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce;

l'expression "partie intéressée" au regard de produits visés s'entend:

- a) d'un producteur, exportateur ou importateur des produits visés;
- b) d'un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent les produits visés;
- c) des pouvoirs publics d'un pays où les produits visés sont produits ou d'où ils sont exportés;
- d) d'un producteur de produits similaires au Zimbabwe;
- e) d'un groupement professionnel commercial ou industriel dont la minorité des membres produisent les produits similaires au Zimbabwe; ou
- f) de toute autre personne que le Ministre juge appropriée;

l'expression "produits similaires" au regard des produits visés, s'entend de tous produits qui, de l'avis du Ministre, sont identiques à tous égards aux produits visés ou de tous produits qui, de l'avis du Ministre, ont des caractéristiques ressemblant étroitement à celles des produits visés;

l'expression "pays à économie autre que de marché" s'entend de tout pays étranger dont les pouvoirs publics détiennent le monopole ou le quasi-monopole des opérations commerciales et qui fixent les prix intérieurs;

l'expression "valeur normale" au regard des produits visés, s'entend de la valeur normale de tous produits visés, telle que déterminée conformément à l'article 15 ou 18;

l'expression "producteur" s'entend d'un producteur, fabricant ou transformateur répondant aux prescriptions en vigueur;

l'expression "mesures provisoires" s'entend:

- a) dans le contexte de la Partie II, de l'obligation d'acquitter le droit provisoire ou de fournir une garantie d'un montant égal au montant estimatif de la subvention dont l'existence a été constatée dans la détermination préliminaire; et

- b) dans le contexte de la Partie III, de l'obligation d'acquitter le droit provisoire ou de fournir une garantie d'un montant égal à la marge de dumping estimée dont l'existence a été constatée dans la détermination préliminaire;

l'expression "produits visés" s'entend des produits importés, ou vendus à des fins d'importation, au Zimbabwe, qui font l'objet d'une enquête, d'un réexamen ou d'une révision en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping en vertu du présent règlement;

le terme "engagements" s'entend des engagements tels que prescrits;

l'"Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce" s'entend de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, fait à Marrakech le 15 avril 1994;

le terme "subvention", au regard de produits importés au Zimbabwe, s'entend d'un avantage reçu ou conféré en relation avec ces produits sous l'une quelconque des formes suivantes:

- a) une contribution financière des pouvoirs publics ou d'un organisme public du pays d'exportation accordée à la production, à la fabrication ou à l'exportation de ces produits comportant:
- i) un transfert direct de fonds de ces pouvoirs publics ou de cet organisme;
 - ii) un transfert direct potentiel de fonds ou de passif de ces pouvoirs publics ou de cet organisme;
 - iii) l'abandon ou la non-perception de recettes (autre qu'une déduction, exonération ou remise) exigibles par ces pouvoirs publics ou cet organisme;
 - iv) la fourniture par ces pouvoirs publics ou cet organisme de biens ou de services autres qu'une infrastructure normale; ou
 - v) l'achat par ces pouvoirs publics ou cet organisme de biens; ou
- b) une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 accordée par ces pouvoirs publics ou cet organisme dans le pays d'exportation,

mais ne comprend pas les mesures prises par les pouvoirs publics qui satisfont aux conditions énoncées dans la note de bas de page 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

2) Sous réserve du paragraphe 4, une subvention peut donner lieu à une mesure compensatoire si l'avantage conféré est, en droit ou en fait:

- a) spécifique à une entreprise ou à une branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention; ou
- b) subordonné
- i) aux résultats à l'exportation;

- ii) à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés; ou
 - iii) à l'emplacement dans une région géographique déterminée relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention.
- 3) Une subvention ne peut donner lieu à une mesure compensatoire si le Ministre établit que:
 - a) la mesure prise par les pouvoirs publics satisfait aux conditions énoncées aux paragraphes a), b) ou c) de l'article 8.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires;
 - b) la mesure prise par les pouvoirs publics a été notifiée conformément à l'article 8.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et qu'il n'y a pas eu de détermination du Comité des subventions et des mesures compensatoires ou d'un organe d'arbitrage au titre de l'article 8.4 ou 8.5 dudit accord selon laquelle cette mesure ne satisfait pas aux critères de l'article 8.2 de l'Accord; ou que
 - c) l'action des pouvoirs publics est une mesure de soutien interne qui répond aux critères ou conditions énoncés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.
- 4) Le montant d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire est calculé de la façon prescrite.
- 5) Aux fins du présent règlement:
 - a) les parties sont réputées être liées si
 - i) l'une d'elles, directement ou indirectement, contrôle l'autre;
 - ii) toutes deux, directement ou indirectement, sont contrôlées par un tiers; ou
 - iii) ensemble, directement ou indirectement, elles contrôlent un tiers;

étant entendu qu'une partie est réputée contrôler l'autre, lorsqu'elle est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celle-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation.

Partie II

DROITS COMPENSATEURS

Imposition de droits compensateurs

- 3. 1) Le Ministre peut, sur la base des éléments de preuve fournis par la Commission à l'issue d'une enquête, recommander au Ministre chargé des finances d'imposer un droit compensateur sur un produit importé au Zimbabwe, s'il détermine:
 - a) qu'une subvention est accordée pour les produits visés; et
 - b) que

- i) les produits visés, par les effets de la subvention, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe; ou
 - ii) les produits visés, par les effets de la subvention, causent un retard important dans la création d'une branche de production nationale de produits similaires au Zimbabwe.
- 2) Lorsque le Ministre recommande l'imposition d'un droit compensateur, il indique si le montant du droit est:
 - a) égal au montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire dont il a été déterminé par la Commission que les produits visés ont fait l'objet; ou
 - b) un montant inférieur à celui qui est prévu à l'alinéa a), s'il détermine qu'en l'espèce un droit moindre suffit à supprimer le dommage.
- 3) Lorsque la Commission détermine si les produits visés causent ou menacent de causer un dommage à une branche de production nationale telle que définie à l'alinéa b) du premier paragraphe, elle doit être convaincue de l'existence d'un lien de causalité entre les produits visés et le dommage ou la menace de dommage qui fait l'objet de la plainte.
- 3) Aux fins du présent article:
 - a) il doit être démontré que les produits visés causent un dommage au sens du présent règlement;
 - b) la démonstration d'un lien de causalité entre les produits visés et le dommage causé à la branche de production nationale est fondée sur un examen de tous les éléments de preuve pertinents dont dispose la Commission;
 - c) la Commission examine aussi tous les facteurs connus, autres que les produits visés qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale.
- 4) Lorsque le pays d'origine des produits concernés est un pays à économie autre que de marché, la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire et le droit compensateur sont déterminés de la façon prescrite.

Ouverture de l'enquête en matière de droits compensateurs

4. 1) Toute personne, agissant en son nom ou au nom de la branche de production nationale produisant des produits similaires, peut présenter une demande par écrit à la Commission visant à l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs concernant des produits importés, ou susceptibles d'être importés, au Zimbabwe.
- 2) La demande est présentée sous la forme prescrite par le Ministre et comporte des éléments de preuve de chacun des éléments spécifiés au paragraphe 1 de l'article 3 et les autres éléments de preuve qui peuvent être pertinents ou raisonnablement exigés par le Ministre ou la Commission.
- 3) La Commission, durant la période prescrite, examine la demande et les autres renseignements disponibles et détermine si:

- a) les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête sur l'existence des éléments nécessaires à l'imposition d'un droit compensateur spécifiés au paragraphe 1) de l'article 3;
 - b) une telle enquête est dans l'intérêt public.
- 4) Lorsque la Commission détermine qu'il n'existe pas d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs ou qu'une telle enquête n'est pas dans l'intérêt public, elle notifie dès que possible le requérant de sa détermination.
- 5) Lorsque la Commission détermine qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs et qu'une telle enquête est dans l'intérêt public, elle adresse une notification aux parties intéressées et publie un avis d'ouverture d'enquête au Journal officiel.
- 6) La Commission peut, dans des circonstances spéciales, ouvrir de sa propre initiative une enquête en matière de droits compensateurs concernant un produit importé ou susceptible d'être importé au Zimbabwe si elle possède des éléments de preuve suffisants de l'existence de chacun des éléments spécifiés au paragraphe 1) de l'article 3.
- 7) Lorsque la Commission décide d'ouvrir une enquête au titre du paragraphe 6), elle adresse une notification aux parties intéressées et publie un avis d'ouverture d'enquête.
- 8) Nonobstant le présent article, la Commission n'ouvre une enquête que si elle a déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à une demande présentée par écrit conformément au paragraphe 1), que:
- a) la demande écrite est soutenue par les producteurs nationaux de produits similaires dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale des produits similaires produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande écrite; et
 - b) les producteurs nationaux de produits similaires soutenant expressément la demande écrite représentent au moins 25 pour cent de la production totale des produits similaires produite par la branche de production nationale.
- 9) Aux fins du paragraphe 8), dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, la Commission peut déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.

Consultations avec des gouvernements étrangers intéressés

5. 1) La Commission informe immédiatement le Ministre qu'elle a été saisie d'une demande visant à l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs ou qu'elle se propose d'ouvrir de sa propre initiative une telle enquête, auquel cas le Ministre, si la Commission lui a indiqué qu'il existe ou qu'il semble exister des éléments de preuve suffisants pour ouvrir une enquête, ouvre des consultations avec les gouvernements étrangers intéressés afin d'éclaircir des questions en rapport avec l'enquête et d'arriver à une solution mutuellement convenue.
- 2) Les consultations ne font pas obstacle à la conduite de l'enquête.

Durée de l'enquête

6. Sauf circonstances spéciales, la Commission met fin à toutes les enquêtes en matière de droits compensateurs dans un délai d'un an et, en tout état de cause, au plus tard 18 mois après leur ouverture.

Détermination préliminaire

7. 1) La Commission, dans le délai prescrit, établit une détermination préliminaire de:
- a) l'existence d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire accordée pour les produits visés, et du montant de cette subvention; et
 - b) la question de savoir si:
 - i) les produits visés, par les effets de la subvention, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe;
 - ii) les produits visés, par les effets de la subvention, causent un retard important dans la création d'une branche de production nationale pour la production de produits similaires au Zimbabwe.
- 2) Si la Commission établit une détermination préliminaire négative au titre du paragraphe 1), elle publie un avis indiquant les raisons qui l'ont motivée et peut mettre fin à l'enquête si elle est convaincue qu'il n'existe pas d'éléments de preuve suffisants d'un subventionnement ou d'un dommage pour justifier la poursuite de l'enquête.
- 3) Si la Commission établit une détermination préliminaire positive au titre du paragraphe 1), elle poursuit l'enquête et rend publiques, par voie d'avis:
- a) la détermination préliminaire positive en indiquant les raisons de sa détermination au titre des alinéas a) et b) du paragraphe 1); et
 - b) les mesures provisoires applicables.

Mesures provisoires

8. 1) À compter de la publication de l'avis de détermination préliminaire positive ou avant cette publication, le Ministre peut recommander au Ministre chargé des finances d'appliquer des mesures provisoires à l'égard des produits visés importés au Zimbabwe s'il juge que ces mesures sont nécessaires pour éviter que le dommage mentionné à l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 7 ne se produise pendant la période couverte par l'enquête.
- 2) Il n'est pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.
- 3) Les mesures provisoires prennent la forme d'un droit provisoire ou d'une garantie d'un montant égal au montant de la subvention estimée pouvant donner lieu à une mesure compensatoire déterminé au titre du paragraphe 1) de l'article 7.

4) À moins que le Ministre chargé des finances ne fixe une période plus longue, la durée d'application des mesures provisoires est de quatre mois.

Détermination finale de l'existence d'une subvention et d'un dommage

9. 1) La Commission, dans le délai prescrit, établit une détermination finale de:
- a) l'existence d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire accordée pour les produits visés, et le montant de cette subvention; et
 - b) la question de savoir si
 - i) les produits visés, par les effets de la subvention, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe; ou
 - ii) les produits visés, par les effets de la subvention, causent un retard important dans la création d'une branche de production nationale pour la production de produits similaires au Zimbabwe.
- 2) Lorsque la Commission établit une détermination finale négative au titre du paragraphe 1), elle:
- a) clôt l'enquête;
 - b) recommande au Ministre de mettre fin à toutes mesures provisoires appliquées au titre de l'article 8 et ordonne au Commissaire des douanes et de l'accise de libérer toute garantie exigée en vertu de ces mesures; et
 - c) publie un avis de détermination finale négative en indiquant les raisons qui l'ont motivée.
- 3) Lorsque la Commission établit une détermination finale positive au titre du paragraphe 1), elle:
- a) publie un avis de détermination finale positive en indiquant
 - i) les raisons qui l'ont motivée;
 - ii) les droits compensateurs applicables;
 - iii) les produits auxquels s'appliquent ces droits; et
 - b) donne avis au Ministre de recommander l'imposition de droits compensateurs au titre du paragraphe 2) de l'article 3 sur les produits visés importés au Zimbabwe à compter de la date de publication de la détermination finale positive.
- 4) Lorsqu'une détermination finale positive a été établie, le Ministre peut prendre en considération l'intérêt public pour déterminer s'il accepte ou non la recommandation de la Commission de prier le Ministre chargé des finances d'imposer des droits compensateurs, et le montant de ces droits.

5) Le Ministre recommande l'imposition de droits compensateurs sur les produits visés auxquels des mesures provisoires ont été appliquées lorsque la Commission:

- a) établit une détermination concluant à l'existence d'un dommage important au titre du sous-alinéa i) du paragraphe 1); ou
- b) établit une détermination concluant à l'existence d'une menace de dommage important au titre du sous-alinéa i) de l'alinéa b) du paragraphe 1) et constate que l'importation des produits visés, en l'absence des mesures provisoires, aurait conduit à une constatation concluant à l'existence d'un dommage important au titre du sous-alinéa i) de l'alinéa b) du paragraphe 1).

6) Pour ce qui concerne l'imposition de tout droit compensateur au titre du paragraphe 5):

- a) lorsque le droit compensateur est supérieur au droit provisoire ou au montant de la garantie requise en vertu des mesures provisoires, seul un montant égal à la garantie provisoire fournie est recouvré; et
- b) lorsque le droit compensateur est inférieur au droit provisoire ou au montant de la garantie requise en vertu des mesures provisoires, le montant total du droit compensateur est prélevé et l'excédent du droit compensateur acquitté ou de la garantie fournie est restitué ou libéré.

7) Si aucun droit compensateur n'est imposé au titre du paragraphe 5) sur les produits visés auxquels des mesures provisoires ont été appliquées, le Ministre recommande au Ministre chargé des finances de rembourser le droit provisoire acquitté et de libérer la garantie exigée en vertu de ces mesures.

8) Nonobstant les paragraphes 3) et 5), le Ministre peut, sur avis de la Commission, recommander l'imposition de droits compensateurs rétroactifs sur les produits visés importés au Zimbabwe durant les 90 jours précédant l'application de mesures provisoires, mais en aucun cas avant la date d'ouverture de l'enquête, si:

- a) il constate l'existence d'un dommage difficilement réparable;
- b) ce dommage est causé par des importations massives des produits visés effectuées en un temps relativement court et s'il juge nécessaire d'imposer rétroactivement des droits pour empêcher qu'un tel dommage ne se reproduise; et
- c) des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires sont accordées pour les produits concernés d'une façon incompatible avec les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

9) Lorsqu'un droit compensateur est imposé sur les produits visés, ce droit est perçu, conformément aux règlements, selon le montant approprié et sans discrimination sur toutes les importations de ces produits au Zimbabwe en provenance des pays dont il a été constaté qu'ils subventionnent ces produits.

Clôture de l'enquête

10. 1) Nonobstant toutes autres dispositions du présent règlement mais sous réserve du paragraphe 2), une enquête peut être close à tout moment lorsque:

- a) le requérant retire sa demande; ou
- b) le Ministre détermine qu'une telle clôture d'enquête est dans l'intérêt public.

2) L'enquête est close immédiatement si la Commission détermine que le montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire est négligeable ou que le volume des importations subventionnées, effectives ou potentielles, ou le dommage, est négligeable.

3) Aux fins du paragraphe 2):

- a) le montant d'une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire est considéré comme négligeable si ce montant est inférieur au pourcentage prescrit, exprimé en pourcentage *ad valorem*; et
- b) le volume des importations subventionnées est considéré comme négligeable s'il est constaté que le volume des importations subventionnées en provenance d'un pays particulier représente moins que le pourcentage prescrit des importations des produits similaires au Zimbabwe.

4) Si une enquête est close au titre du paragraphe 1) ou 2) avant la détermination préliminaire, la Commission publie un avis de clôture d'enquête en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

5) Si une enquête est close au titre du paragraphe 1) ou 2) après la détermination préliminaire, la Commission recommande au Ministre de:

- a) mettre fin à toutes mesures provisoires appliquées et d'ordonner au Commissaire des douanes et de l'accise de libérer la garantie exigée en vertu de ces mesures; et
- b) publier un avis de clôture d'enquête en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

Suspension de l'enquête

11. 1) La Commission peut, avec l'approbation du Ministre, suspendre l'enquête après une détermination préliminaire positive, si la personne soumise à l'enquête donne un engagement accepté par la Commission de remédier aux questions qui ont mené à l'ouverture de l'enquête.

2) Avant d'accepter l'engagement et d'approuver la suspension de l'enquête, le Ministre détermine si l'engagement:

- a) supprimera la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire ou les effets dommageables causés par les produits visés;
- b) peut être contrôlé efficacement; et
- c) est dans l'intérêt public.

3) Si le Ministre accepte des engagements, ce qu'il ne peut faire qu'après une détermination préliminaire positive, il:

- a) demande à la Commission de suspendre l'enquête;
- b) suspend toutes mesures provisoires appliquées au titre de l'article 8, rembourse le droit provisoire acquitté et libère la garantie requise par ces mesures, selon ce qu'il juge approprié; et
- c) publie un avis indiquant les raisons de la suspension de l'enquête et les mesures prises au titre du paragraphe b).

4) Nonobstant l'acceptation des engagements, l'enquête est menée à son terme sur demande écrite du gouvernement étranger intéressé ou si le Ministre en décide ainsi.

5) Lorsque le Ministre mène l'enquête à son terme conformément au paragraphe 4) ou pour toute autre raison, et établit une détermination finale positive, les engagements restent en vigueur sous réserve des dispositions du présent règlement.

6) Lorsque le Ministre mène l'enquête à son terme conformément au paragraphe 4) ou pour toute autre raison, et établit une détermination négative, les engagements deviennent caducs, sauf dans les circonstances mentionnées au paragraphe 7).

7) Lorsque la détermination négative mentionnée au paragraphe 6) est due à l'existence des engagements, ceux-ci peuvent être maintenus sous réserve des dispositions du présent règlement.

8) Le Ministre peut prendre toute mesure mentionnée au paragraphe 9) ou 10) à tout moment s'il détermine que:

- a) les engagements acceptés au titre du paragraphe 1) ne répondent plus aux prescriptions du paragraphe 2); ou
- b) il existe une violation importante des engagements.

9) Si une enquête n'a pas été menée à son terme en dépit du paragraphe 4), le Ministre peut demander à la Commission de reprendre l'enquête et d'agir avec diligence pour:

- a) établir une détermination préliminaire au titre de l'article 7;
- b) recommander, le cas échéant, des mesures provisoires conformément à l'article 8; et
- c) établir une détermination finale au titre de l'article 9 durant le délai prescrit après la publication de la détermination préliminaire.

10) Si une enquête a été menée à son terme conformément au paragraphe 5), le Ministre peut immédiatement établir une détermination finale au titre de l'article 9 et recommander la perception des droits compensateurs applicables.

11) Le Ministre peut utiliser les données de fait disponibles concernant toute détermination mentionnée au paragraphe 9) en cas de violation importante des engagements.

12) Si la Commission reprend une enquête conformément à l'alinéa b) du paragraphe 8), le Ministre peut recommander l'imposition de droits compensateurs au titre de l'article 9 sur les produits visés importés au Zimbabwe dans les 90 jours précédant l'application des mesures provisoires au titre de l'alinéa b) du paragraphe 9).

13) Aucune imposition ne doit être appliquée à titre rétroactif au titre du paragraphe 12) aux produits visés importés avant la violation des engagements.

Réexamen par le Ministre

12. 1) Chaque fois qu'une partie intéressée fournit au Ministre ou que celui-ci obtient autrement des renseignements, selon lesquels:

- a) le montant de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire a changé dans des proportions substantielles;
- b) il n'est plus nécessaire de rembourser le droit compensateur;
- c) il n'est plus nécessaire d'imposer un droit compensateur;
- d) il n'est plus nécessaire de maintenir un engagement ou il convient de le modifier;
- e) il convient de maintenir un droit compensateur ou un engagement auquel il doit être mis fin au titre du paragraphe 7); ou
- f) il faut procéder à un réexamen accéléré pour des exportateurs qui n'ont pas été soumis à une enquête;

le Ministre demande à la Commission de procéder à un réexamen s'il détermine que cela est dans l'intérêt public ou que cela est prescrit par l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

- 2) Aucun réexamen n'est entrepris au titre du paragraphe 1) avant la fin du délai prescrit.
- 3) Si la Commission décide de procéder à un réexamen au titre du paragraphe 1), elle:
 - a) publie un avis d'ouverture de réexamen; et
 - b) procède au réexamen en ménageant aux parties intéressées la possibilité de présenter des observations.
- 4) Tout réexamen effectué au titre du présent article est mené à son terme dans le délai prescrit.

5) Après avoir mené le réexamen à son terme, la Commission publie la détermination finale qui en résulte en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

6) Sauf dans le cas du réexamen prévu à l'alinéa f) du paragraphe 1), toute détermination établie au titre du paragraphe 5) s'applique aux produits visés importés à compter de la date de publication de la détermination finale résultant du réexamen.

7) Il n'est recouvré aucun droit compensateur sur les importations effectuées plus de cinq ans après la date de publication de l'avis de détermination finale, sauf si le Ministre détermine,

sur la base d'un réexamen effectué au titre du présent article, qu'il est probable que le subventionnement et le dommage subsisteront ou se reproduiront si ces droits ou engagements sont supprimés.

8) Les engagements deviennent automatiquement caducs en ce qui concerne les importations effectuées cinq ans après la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête.

Révision par le Tribunal administratif

13. 1) Une partie intéressée a le droit de saisir le Tribunal administratif d'une demande de révision de toute:

- a) détermination finale positive ou négative établie au titre de l'article 9; ou
- b) détermination finale résultant d'un réexamen au titre du paragraphe 5) de l'article 12.

2) Une demande de révision est déposée dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'avis de détermination finale établie au titre de l'article 9 ou de la date de publication de la détermination finale établie au titre du paragraphe 5) de l'article 12.

3) Le Tribunal administratif peut, à l'issue de la révision, confirmer la détermination ou renvoyer la question au Ministre pour qu'il la reconsidère.

4) Le Ministre met en application toute décision rendue par le Tribunal administratif au titre du paragraphe 3).

Partie III

DROITS ANTIDUMPING

Imposition de droits antidumping

14. 1) Le Ministre peut, sur la base des éléments de preuve fournis par la Commission à l'issue d'une enquête, recommander au Ministre chargé des finances d'imposer un droit antidumping sur les produits visés importés au Zimbabwe, s'il détermine:

- a) que le prix à l'exportation des produits visés est inférieur à la valeur normale; et
- b) que le dommage est causé ou menace d'être causé à une branche de production nationale de l'une des manières suivantes:
 - i) les produits visés, par les effets du dumping, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe;
 - ii) les produits visés, par les effets du dumping, causent un retard important dans la création de la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe.

2) Lorsque le Ministre recommande l'imposition d'un droit antidumping, il indique si le montant du droit:

- a) est égal à la marge de dumping dont il aura été déterminé que les produits visés font l'objet; ou
 - b) est un montant inférieur à celui qui est prévu à l'alinéa a), s'il détermine qu'en l'espèce un droit moindre suffit à faire disparaître le dommage.
- 3) Aux fins du présent article:
- a) la Commission doit être convaincue que les produits visés causent un dommage au sens du présent règlement;
 - b) tout lien de causalité entre les produits visés et le dommage causé à la branche de production nationale est fondé sur un examen de tous les éléments de preuve pertinents dont dispose la Commission;
 - c) la Commission examinera également tous facteurs connus autres que les produits visés qui causent en même temps un dommage à la branche de production nationale.

Valeur normale

15. 1) Aux fins du présent règlement, la valeur normale d'un produit visé est le prix comparable effectivement payé ou à payer, au cours d'opérations commerciales normales, lors de la vente du produit similaire destiné à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur.

2) Lorsque aucune vente n'a lieu sur le marché intérieur du produit exportateur au titre du paragraphe 1) ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur du pays exportateur, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale des produits visés est:

- a) le prix comparable effectivement payé ou à payer au cours d'opérations commerciales normales pour des produits similaires exportés à destination d'un pays tiers approprié, à condition que ce prix soit représentatif; ou
- b) la valeur construite des produits visés qui comprend le coût de production dans le pays exportateur, majoré d'un montant raisonnable pour les bénéfices.

3) Aux fins du paragraphe 2), les ventes de produits similaires destinés à la consommation sur le marché intérieur du pays exportateur ou du pays tiers approprié sont normalement considérées comme une quantité suffisante pour la détermination de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus des ventes des produits considérés au Zimbabwe, étant entendu qu'une proportion plus faible est acceptable dans les cas où les éléments de preuve démontrent que les ventes intérieures constituant cette proportion plus faible ont néanmoins une importance suffisante pour permettre une comparaison valable.

4) Les ventes des produits similaires sur le marché intérieur du pays exportateur ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs au coût de production unitaire ne peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et ne peuvent être écartées de la détermination de la valeur normale que si le Ministre détermine que de

telles ventes sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

5) Le coût de production mentionné à l'alinéa b) du paragraphe 2) et au paragraphe 4) est calculé sur la base de tous les frais de fabrication fixes et variables aux fins de la vente dans le pays exportateur majorés d'un montant raisonnable pour les frais de commercialisation, d'administration et les autres frais de caractère général.

6) Dans les circonstances décrites au paragraphe 4), la valeur normale des produits visés peut être déterminée sur la base:

- a) des autres ventes effectuées sur le marché intérieur à un prix non inférieur au coût de production, à condition que ces ventes portent sur des quantités suffisantes; ou
- b) lorsque les ventes ne sont pas effectuées en quantités suffisantes sur le marché intérieur, les autres ventes effectuées sur le marché d'un pays tiers à un prix non inférieur au coût de production, à condition que ces ventes portent sur des quantités suffisantes.

7) Lorsque les autres ventes ne sont pas effectuées en quantités suffisantes pour le calcul de la valeur normale conformément au paragraphe 6), la valeur normale des produits visés peut être déterminée sur la base de la valeur construite comme il est décrit à l'alinéa b) du paragraphe 2).

Prix à l'exportation

16. 1) Le prix à l'exportation d'un produit visé est le prix effectivement payé ou à payer pour ce produit.

2) Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou qu'il existe une association ou un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie et qu'il apparaît que l'on ne peut se fonder sur le prix effectivement payé ou à payer pour les produits visés, le prix à l'exportation peut être construit sur la base du prix auquel les produits visés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant, ou, si les produits ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, sur toute base raisonnable.

3) Si le prix à l'exportation est construit comme indiqué au paragraphe 2), il est tenu compte de tous les frais encourus entre l'importation et la revente.

Comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation

17. 1) Il est procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale d'un produit visé, en tenant dûment compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix.

2) La comparaison prévue au paragraphe 1) est effectuée au même niveau commercial, qui est normalement le stade sortie usine et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.

3) Sous réserve des paragraphes 1) et 2), l'existence de la marge de dumping est, sauf dispositions contraires des règlements, normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables des produits visés.

Produits visés provenant d'un pays à économie autre que de marché

18. Lorsque le pays d'origine d'un produit visé est un pays à économie autre que de marché, la valeur normale du produit est déterminée suivant les modalités prescrites.

Ouverture de l'enquête

19. 1) Toute personne, agissant en son nom ou au nom de la branche de production nationale produisant des produits similaires, peut présenter une demande par écrit à la Commission visant à l'ouverture d'une enquête antidumping concernant des produits importés, ou susceptibles d'être importés, au Zimbabwe

2) La demande est présentée sous la forme déterminée par le Ministre et comporte des éléments de preuve de chacun des points spécifiés au paragraphe 1) de l'article 14 et les autres éléments de preuve qui peuvent être pertinents ou raisonnablement exigés par le Ministre ou la Commission.

3) La Commission, dans le délai prescrit, examine la demande et les autres renseignements disponibles et détermine si:

a) les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête sur l'existence des éléments nécessaires à l'imposition d'un droit antidumping spécifiés au paragraphe 1) de l'article 14;

b) une telle enquête est dans l'intérêt public.

4) Lorsque la Commission détermine qu'il n'existe pas d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping ou qu'une telle enquête n'est pas dans l'intérêt public, elle notifie dès que possible le requérant de cette détermination.

5) Lorsque la Commission détermine qu'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping et qu'une telle enquête est dans l'intérêt public, elle adresse une notification aux parties intéressées appropriées et publie un avis d'ouverture d'enquête au Journal officiel.

6) La Commission peut, dans des circonstances spéciales, ouvrir une enquête antidumping de sa propre initiative concernant un produit importé ou susceptible d'être importé au Zimbabwe, si elle possède des éléments de preuve suffisants de l'existence de chacun des éléments spécifiés au paragraphe 1) de l'article 14.

7) Si la Commission décide d'ouvrir une enquête au titre du paragraphe 6), elle adresse une notification aux parties intéressées appropriées et publie un avis d'ouverture d'enquête au Journal officiel.

8) Nonobstant toutes dispositions du présent article, la Commission n'ouvre une enquête que si elle a déterminé, en se fondant sur un examen du degré de soutien ou d'opposition à une demande présentée par écrit conformément au paragraphe 1):

a) que la demande écrite est soutenue par les producteurs nationaux de produits similaires dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la

production totale des produits similaires produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande écrite; et

- b) que les producteurs nationaux de produits similaires soutenant expressément la demande écrite représentent au moins 25 pour cent de la production totale des produits similaires produite par la branche de production nationale.

9) Aux fins du paragraphe 8), dans le cas de branches de production fragmentées comptant un nombre exceptionnellement élevé de producteurs, la Commission peut déterminer dans quelle mesure il y a soutien ou opposition en utilisant des techniques d'échantillonnage valables d'un point de vue statistique.

Durée de l'enquête

20. Sauf circonstances spéciales, la Commission met fin à toutes les enquêtes antidumping dans un délai d'un an et, en tout état de cause, au plus tard 18 mois après leur ouverture.

Détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage

21. 1) La Commission, dans le délai prescrit, établit une détermination préliminaire de:
- a) l'existence d'une marge de dumping pour les produits concernés, et du montant de cette marge; et
 - b) l'existence d'un dommage sous l'une des formes suivantes:
 - i) les produits visés, par les effets du dumping, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe;
 - ii) les produits visés, par les effets du dumping, causent un retard important dans la création de la branche de production nationale pour la production de produits similaires au Zimbabwe.

2) Si la Commission établit une détermination préliminaire négative au titre du paragraphe 1), elle publie un avis en indiquant les raisons qui l'ont motivée et peut clore l'enquête si elle est convaincue qu'il n'existe pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping ou d'un dommage pour justifier la poursuite de l'enquête.

3) Si la Commission établit une détermination préliminaire positive au titre du paragraphe 1), elle poursuit l'enquête et rend publiques, par voie d'avis:

- a) la détermination préliminaire positive en indiquant les raisons de sa détermination au titre des alinéa a) et b) du paragraphe 1); et
- b) les mesures provisoires applicables.

Mesures provisoires

22. 1) À compter de la publication de l'avis mentionné au paragraphe 3) de l'article 21, le Ministre peut, s'il juge que de telles mesures sont nécessaires pour empêcher que le dommage mentionné à l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 21 ne se produise pendant la période couverte par

l'enquête, recommander l'application de mesures provisoires aux produits visés importés au Zimbabwe à compter de la publication de l'avis de détermination préliminaire positive.

2) Il n'est pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

3) Les mesures provisoires prennent la forme d'un droit provisoire ou d'une garantie d'un montant égal au montant de la marge de dumping estimée déterminé conformément au paragraphe 1) de l'article 21.

4) La durée d'application des mesures provisoires prévues au présent article n'excède pas la période prescrite.

Détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage

23. 1) La Commission, dans les délais prescrits, établit une détermination finale de:

- a) l'existence d'une marge de dumping pour les produits concernés, et du montant de cette marge; et
- b) l'existence d'un dommage sous l'une des formes suivantes:
 - i) les produits visés, par les effets du dumping, causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production nationale produisant des produits similaires au Zimbabwe; ou
 - ii) les produits visés, par les effets du dumping, causent un retard important dans la création de la branche de production nationale au Zimbabwe.

2) Lorsque la Commission établit une détermination finale négative au titre du paragraphe 1), elle:

- a) clôt l'enquête;
- b) recommande au Ministre de mettre fin à toutes mesures provisoires appliquées au titre de l'article 22 et de rembourser tout droit provisoire acquitté et ordonne au Commissaire des douanes et de l'accise de libérer toute garantie exigée en vertu de ces mesures; et
- c) publie un avis de détermination finale négative en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

3) Si la Commission établit une détermination finale positive au titre du paragraphe 1), elle:

- a) publie un avis de détermination finale positive indiquant:
 - i) les raisons qui l'ont motivée;
 - ii) les droits antidumping applicables; et
 - iii) les produits visés auxquels s'appliquent les droits antidumping; et

- b) recommande au Ministre de recommander l'imposition de droits antidumping d'un montant déterminé dans la détermination finale conformément au paragraphe 2) de l'article 14 sur les produits visés importés au Zimbabwe à compter de la date de publication de la détermination finale; et
 - c) impose des droits antidumping conformément aux paragraphes 5) et 6) aux importations au Zimbabwe auxquelles des mesures provisoires ont été appliquées.
- 4) Lorsqu'une détermination finale positive a été établie, le Ministre peut prendre en considération l'intérêt public pour déterminer s'il accepte ou non la recommandation de la Commission de prier le Ministre des finances d'imposer des droits antidumping, et le montant de ces droits.
- 5) Le Ministre impose des droits antidumping sur les produits visés auxquels des mesures provisoires ont été appliquées s'il:
- a) est d'accord avec la détermination de la Commission concluant à l'existence d'un dommage important au titre du sous-alinéa i) de l'alinéa b) du paragraphe 1); ou
 - b) établit une détermination concluant à l'existence d'une menace de dommage important au titre du sous-alinéa ii) de l'alinéa b) du paragraphe 1) et constate que l'importation des produits visés, en l'absence de mesures provisoires, aurait conduit à une constatation de l'existence d'un dommage important au titre du sous-alinéa i) de l'alinéa b) du paragraphe 1).
- 6) Pour ce qui concerne l'imposition d'un droit antidumping au titre du paragraphe 5):
- a) lorsque le droit antidumping est supérieur au droit provisoire ou au montant de la garantie requise en vertu des mesures provisoires, seul un montant égal au droit provisoire ou à la garantie fournie est recouvré; et
 - b) lorsque le droit antidumping est inférieur au droit provisoire ou au montant de la garantie requise en vertu des mesures provisoires, le montant total du droit antidumping est recouvré et l'excédent du droit provisoire acquitté ou de la garantie fournie est restitué ou libéré.
- 7) Si aucun droit antidumping n'est imposé au titre du paragraphe 5) sur les produits visés auxquels des mesures provisoires ont été appliquées, le Ministre rembourse le droit provisoire acquitté et libère la garantie exigée en vertu de ces mesures.
- 8) Nonobstant les paragraphes 3) et 5), le Ministre peut, sur avis de la Commission, recommander l'imposition de droits antidumping rétroactifs sur les produits visés importés au Zimbabwe durant les 90 jours précédant l'application de mesures provisoires, mais en aucun cas avant la date d'ouverture de l'enquête, si:
- a) un dumping causant un dommage a été constaté dans le passé ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur pratiquait le dumping et que ce dumping causerait un dommage; et
 - b) le dommage est causé par des importations massives des produits visés, effectuées en un temps relativement court qui, compte tenu du moment auquel ont été effectuées

ces importations et de leur volume ainsi que d'autres circonstances, est de nature à compromettre gravement l'effet correctif du droit antidumping devant être imposé.

Clôture de l'enquête

24. 1) Nonobstant toute autre disposition du présent règlement, mais sous réserve du paragraphe 2), une enquête peut être close à tout moment si:

- a) le requérant retire sa demande; ou
- b) la Commission détermine qu'une telle clôture est dans l'intérêt public.

2) Une enquête est close immédiatement si la Commission détermine que la marge de dumping est négligeable ou que le volume des importations des produits visés, effectives ou potentielles, ou le dommage, est négligeable.

3) Aux fins du paragraphe 2):

- a) la marge de dumping est considérée comme négligeable si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent; et
- b) le volume des importations des produits visés est normalement considéré comme négligeable s'il est constaté que le volume des importations des produits visés en provenance d'un pays particulier représente moins de 3 pour cent des importations des produits similaires au Zimbabwe, à moins que les pays qui, individuellement, contribuent pour moins de 3 pour cent aux importations des produits au Zimbabwe n'y contribuent collectivement pour plus de 7 pour cent.

4) Si l'enquête est close au titre du paragraphe 1) ou 2) avant la détermination préliminaire, la Commission publie un avis de clôture d'enquête en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

5) Si l'enquête est close au titre du paragraphe 1) ou 2) après la détermination préliminaire, la Commission recommande au Ministre:

- a) de demander qu'il soit mis fin à toutes mesures provisoires mentionnées à l'article 22 et que les droits provisoires acquittés soient remboursés ou d'ordonner au Commissaire des douanes et de l'accise de libérer la garantie exigée en vertu de ces mesures; et
- b) publie un avis de clôture d'enquête en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

Suspension de l'enquête

25. 1) Une enquête peut être suspendue, avec l'approbation du Ministre, si la personne soumise à l'enquête donne un engagement accepté par la Commission de remédier aux questions qui ont mené à l'ouverture de l'enquête.

2) Avant d'accepter la suspension de l'enquête, le Ministre détermine si les engagements:

- a) supprimeront la marge de dumping ou les effets dommageables causés par les produits visés;

- b) peuvent être contrôlés efficacement; et
- c) sont dans l'intérêt public.
- 3) Si les engagements sont acceptables, le Ministre:
 - a) approuve la suspension de l'enquête;
 - b) demande la suspension de toutes mesures provisoires appliquées au titre de l'article 22 et le remboursement du droit provisoire acquitté et ordonne au Commissaire des douanes et de l'accise de libérer la garantie exigée en vertu de ces mesures selon ce que le Ministre juge approprié; et
 - c) publie un avis indiquant les raisons de la suspension de l'enquête et les mesures prises au titre de l'alinéa b).
- 4) Nonobstant l'acceptation des engagements, l'enquête est menée à son terme sur demande écrite des exportateurs des produits concernés présentée ou si le Ministre en décide ainsi.
- 5) Lorsque la Commission mène l'enquête à son terme au titre du paragraphe 4) ou pour toute autre raison, et établit une détermination finale positive, les engagements demeurent en vigueur sous réserve des dispositions du présent règlement.
- 6) Lorsque la Commission mène l'enquête à son terme au titre du paragraphe 4) ou pour toute autre raison, et établit une détermination négative, les engagements deviennent caducs, sauf dans les circonstances mentionnées au paragraphe 7).
- 7) Lorsque la détermination négative mentionnée au paragraphe 6) est due en grande partie à l'existence des engagements, ces derniers peuvent être maintenus sous réserve des dispositions du présent des règlements.
- 8) Le Ministre peut prendre toutes mesures au titre du paragraphe 9) ou 10) à tout moment, s'il détermine que:
 - a) les engagements acceptés au titre du paragraphe 1) ne répondent plus aux prescriptions du paragraphe 2); ou
 - b) il y a violation importante des engagements.
- 9) Si une enquête n'a pas été menée à son terme en dépit du paragraphe 4), le Ministre peut demander à la Commission de reprendre l'enquête et d'agir avec diligence pour:
 - a) établir une détermination préliminaire au titre de l'article 21;
 - b) recommander des mesures provisoires appropriées conformément à l'article 22;
 - c) établir une détermination finale au titre de l'article 23 dans un délai de 120 jours après la publication de la détermination préliminaire.

10) lorsqu'une enquête a été menée à son terme conformément au paragraphe 5), le Ministre peut immédiatement établir une détermination finale au titre de l'article 23 et demander le recouvrement des droits antidumping applicables.

11) Le Ministre peut utiliser les données de fait disponibles pour toute détermination au titre du paragraphe 9) ou 10) lorsqu'il y a violation importante des engagements comme prévu à l'alinéa b) du paragraphe 8).

12) Lorsque le Ministre demande à la Commission de reprendre une enquête au titre de l'alinéa b) du paragraphe 8), il peut demander l'imposition de droits antidumping conformément à l'article 23 sur les produits visés importés au Zimbabwe dans les 90 jours précédant l'application des mesures provisoires au titre de l'alinéa b) du paragraphe 9).

13) Aucune imposition ne s'applique à titre rétroactif au titre du paragraphe 12) aux produits visés importés avant la violation des engagements.

Réexamen par le Ministre

26. 1) Chaque fois qu'une partie intéressée fournit des renseignements au Ministre, ou si celui-ci obtient autrement des renseignements, selon lesquels:

- a) la marge de dumping a changé dans des proportions substantielles;
- b) il convient de rembourser un droit antidumping;
- c) il n'est plus nécessaire d'imposer un droit antidumping;
- d) il n'est plus nécessaire de maintenir un engagement ou il convient de le modifier;
- e) il faut maintenir un droit antidumping qui doit être supprimé au titre du paragraphe 7); ou
- f) il faut procéder à un réexamen accéléré pour des exportateurs ou des producteurs qui n'ont pas exporté les produits visés au Zimbabwe pendant la période couverte par l'enquête,

le Ministre demande à la Commission de procéder à un réexamen s'il détermine que cela est dans l'intérêt public ou que cela est prescrit par l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

2) Aucun réexamen n'est entrepris au titre du paragraphe 1) avant la fin du délai prescrit.

3) Si la Commission est priée de procéder à un réexamen au titre du paragraphe 1), elle:

- a) publie un avis d'ouverture de réexamen; et
- b) procède à ce réexamen en ménageant aux parties intéressées la possibilité de présenter des observations.

4) Tout réexamen effectué conformément au présent article est mené à son terme dans le délai prescrit.

5) Après avoir mené le réexamen à son terme, la Commission publie la détermination finale qui en a résulté en indiquant les raisons qui l'ont motivée.

6) Sauf dans le cas d'un réexamen en vue d'un remboursement tel que prévu à l'alinéa b) du paragraphe 1) ou d'un réexamen accéléré tel que prévu à l'alinéa f) du paragraphe 1), toute détermination établie au titre du paragraphe 5) s'applique aux produits visés importés à compter de la date de publication de la détermination finale résultant du réexamen.

7) Il n'est recouvré aucun droit antidumping sur les importations effectuées plus de cinq ans après la date de publication de l'avis de détermination finale et les engagements deviennent automatiquement caducs pour les importations effectuées plus de cinq ans après la date de publication de l'avis de suspension de l'enquête, à moins que le Ministre ne détermine, sur la base d'un réexamen effectué au titre du présent article, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si ces droits sont supprimés.

Révision par le Tribunal administratif

27. 1) Une partie intéressée a le droit de saisir le Tribunal administratif d'une demande de révision de toute:

- a) détermination finale positive ou négative établie au titre de l'article 23; ou
- b) détermination finale résultant d'un réexamen établie au titre du paragraphe 5) de l'article 26.

2) Une demande de révision est déposée dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'avis de détermination finale positive ou négative établie au titre de l'article 23 ou de la date de la détermination finale résultant d'un réexamen établie au titre du paragraphe 5) de l'article 26.

3) Le Tribunal administratif peut, après une révision, confirmer la détermination ou renvoyer la question devant la Commission pour qu'elle la reconsidère.

4) Le Ministre met en application toute décision rendue par le Tribunal administratif au titre du paragraphe 3).

Partie IV

ADMINISTRATION

Questions administratives

28. 1) Sous réserve des dispositions du présent règlement, toute enquête devant être menée ou toute mesure devant être prise aux termes dudit règlement l'est par une personne habilitée par écrit par le Ministre.

2) En cas de doute sur la question de savoir si des produits donnés sont ou non visés par un avis publié en application de la présente loi ou d'un règlement pris en vertu de ladite loi, le Ministre détermine la portée de la notification après avoir ménagé aux parties intéressées une possibilité de formuler des observations sur la question.

Délégation

29. Le Ministre peut, par écrit, déléguer à toute personne, de manière générale ou non, l'exercice total ou partiel des pouvoirs et des fonctions qui lui sont attribués en vertu du présent règlement, à l'exception des pouvoirs prévus à l'alinéa b) du paragraphe 3) de l'article 9, à l'article 14, à l'alinéa b) du paragraphe 3) de l'article 23, au paragraphe 4) de l'article 24 et à l'article 46; toute mention du Ministre dans le présent règlement constitue, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, un renvoi à la personne à qui le Ministre a délégué certains de ses pouvoirs.

Partie V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Conversion de monnaies

30. 1) Si, aux fins du présent règlement, la comparaison entre les prix à l'exportation de produits exportés au Zimbabwe et les valeurs normales correspondantes de produits similaires nécessite une conversion de monnaies, cette conversion est effectuée, sous réserve des paragraphes 3) et 5), en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente.

2) La date de la vente est, le cas échéant, la date du contrat, de la commande, de la confirmation de la commande ou de la facture, selon la décision du Ministre.

3) Si, pour des produits exportés au Zimbabwe, un taux de change à terme est utilisé, le Ministre, aux fins d'une conversion de monnaies au titre du paragraphe 1), utilise ce taux de change.

4) Si:

- a) la comparaison mentionnée au paragraphe 1) nécessite une conversion de monnaies, et
- b) le taux de change entre les monnaies considérées a enregistré une fluctuation à court terme,

le Ministre, aux fins de cette comparaison, ne prend pas en considération cette fluctuation.

5) Si:

- a) la comparaison mentionnée au paragraphe 1) nécessite une conversion de monnaies, et
- b) le Ministre est convaincu que le taux de change entre les monnaies considérées a enregistré un mouvement durable pendant la période couverte par l'enquête;

le Ministre accorde aux exportateurs au moins 60 jours pour ajuster leurs prix à l'exportation afin de tenir compte du mouvement durable.

Renseignements requis et possibilité de présenter des éléments de preuve

31. 1) Toutes les parties intéressées par une enquête en matière de droits compensateurs ou une enquête antidumping sont avisées des renseignements que le Ministre exige et se voient ménager des possibilités de présenter tous les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents.

2) Chaque fois que cela est réalisable, la Commission ménage en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance des renseignements fournis qui ne sont pas confidentiels et qui sont pertinents pour la présentation de leur dossier.

3) Pendant toute la durée d'une enquête ou d'un réexamen en matière de droits compensateurs ou de droits antidumping, toutes les parties intéressées ont toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

4) La Commission, sur demande, ménage en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires pour permettre la présentation de thèses opposées et de réfutations.

5) Il est tenu compte, lorsque ces possibilités sont ménagées, de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements ainsi que de la convenance des parties.

6) Aucune partie n'est tenue d'assister à une rencontre et l'absence d'une partie n'est pas préjudiciable à sa cause.

7) Les parties intéressées ont aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements qui sont reproduits par écrit.

8) Avant d'établir une détermination finale dans le cadre d'une enquête ou d'un réexamen, la Commission informe toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision.

Présentation de renseignements confidentiels

32. 1) Tout renseignement qui est de nature confidentielle, ou qui est fourni à titre confidentiel au Ministre, à la Commission ou à toute autre personne autorisée par le Ministre est traité comme tel par le Ministre, la Commission et toute personne ayant accès à ces renseignements.

2) Le caractère confidentiel d'un document ne peut être invoqué pour refuser de le fournir au Ministre, à la Commission ou à toute personne autorisée par le Ministre.

3) Il incombe au Ministre et à la Commission de sauvegarder le caractère confidentiel de tels documents.

4) Les renseignements confidentiels ne sont pas divulgués sans l'autorisation écrite expresse de la partie qui les a fournis.

5) Le Ministre ou la Commission exige des parties qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels.

6) Si les parties indiquent que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni doivent être exposées.

7) Le Ministre ou la Commission peut ne pas tenir compte de renseignements présentés si:

- a) le Ministre ou la Commission estime qu'une demande de traitement confidentiel au titre du paragraphe 1) n'est pas justifiée et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut pas les rendre publics;
- b) les résumés non confidentiels, prescrits au paragraphe 5), ne sont pas suffisamment détaillés; ou
- c) les raisons données pour ne pas avoir fourni de résumé non confidentiel conformément au paragraphe 6) ne sont pas adéquates et si la partie qui a fourni les renseignements refuse néanmoins d'en fournir des résumés non confidentiels.

Directives données par le Ministre

33. Le Ministre peut donner au Commissaire des douanes et de l'accise, à tout fonctionnaire de l'Etat ou à tout agent d'un office public, dans le cadre des pouvoirs et des fonctions qui lui sont attribués en vertu du présent règlement, les directives écrites qu'il juge appropriées.

Données de fait disponibles

34. Dans les cas où une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement d'une enquête, d'un réexamen ou d'une révision de façon notable, notamment en refusant d'autoriser la vérification des renseignements qu'elle a fournis, des déterminations préliminaires et finales, peuvent être établies sur la base des données de fait disponibles.

Autres pratiques découvertes pendant l'enquête ou le réexamen

35. 1) Si la Commission découvre au cours d'une enquête ou d'un réexamen en matière de droits antidumping des pratiques constituant apparemment un dumping mais qui ne faisaient pas partie des allégations figurant dans la demande, elle peut, si elle en a le temps, enquêter sur ces pratiques.

2) Si la Commission découvre au cours d'une enquête ou d'un réexamen en matière de droits compensateurs des pratiques pouvant apparemment donner lieu à une mesure compensatoire mais qui ne faisaient pas partie des allégations figurant dans la demande, elle peut, si elle en a le temps, enquêter sur ces pratiques.

Déroulement des enquêtes lorsque aucune obligation internationale n'est d'application

36. Lorsque aucune obligation internationale applicable concernant les droits compensateurs et les droits antidumping n'existe entre le Zimbabwe et le gouvernement étranger intéressé, le Ministre peut prendre toutes mesures prescrites.

Transit

37. Lorsque des produits ne sont pas importés au Zimbabwe directement du pays d'origine, mais sont exportés à partir d'un pays intermédiaire, les dispositions de la Loi et de tout règlement

d'application de cette loi sont pleinement applicables et la transaction, aux fins de la Loi et desdits règlements, est réputée être intervenue entre le pays d'origine et le Zimbabwe.

Interdiction du cumul

38. Aucun produit n'est soumis à la fois à des droits antidumping et à des droits compensateurs en vue de remédier à une même situation résultant d'un dumping ou d'un subventionnement.

Obligation au secret

39. 1) Aucune personne ayant accès à des déclarations, comptes, registres, correspondances, documents, renseignements ou autres documents obtenus conformément aux dispositions du présent règlement ne les divulgue à une autre personne à moins que leur divulgation ne soit:

- a) autorisée par le Ministre; ou
 - b) faite aux fins du présent règlement.
- 2) Quiconque contrevient aux dispositions du paragraphe 1) commet une infraction.

Abrogation

40. 1) Le Règlement de 1984 sur les douanes et l'accise (droits antidumping et droits compensateurs – enquêtes), Instrument statutaire n° 429 de 1984, est abrogé.
